

Ukraine: les défis des sondages en temps de guerre

Au cœur de tous les conflits réside un paradoxe: les élites politiques affirment agir au nom du peuple, mais les violences rendent l'évaluation de l'opinion publique extrêmement difficile. L'Ukraine en est aujourd'hui un exemple flagrant. Quelle est la fiabilité des sondages réalisés dans ce contexte marqué par la guerre avec la Russie?

Par Kit Rickard

Dans toutes les guerres, les responsables politiques et les chefs militaires, qu'il s'agisse d'une armée d'État formelle ou de réseaux rebelles fragmentés, affirment agir au nom de ceux qui les soutiennent. Ils s'appuient sur la volonté de leurs électeurs pour justifier leurs actes, légitimer leur recours à la violence et poursuivre leurs objectifs de guerre. Ce phénomène est clairement visible aujourd'hui dans une Ukraine marquée par les ravages de la guerre.

Malgré les différences fondamentales qui opposent les régimes de Kyiv et de Moscou, les élites politiques des deux parties au conflit affirment poursuivre des objectifs conformes à la volonté du peuple ukrainien. Même le président russe Vladimir Poutine, dans son discours désormais célèbre prononcé à l'aube du 21 février 2022, a assuré que c'étaient «les aspirations, les sentiments et la douleur» de la population ukrainienne qui avaient conduit son pays à reconnaître l'indépendance des «républiques populaires» du Donbass.

Cette situation constitue une gageure pour la communauté internationale, les décideurs politiques et les praticiens. Comment savoir ce que le peuple ukrainien souhaite vraiment? Quelle est la fiabilité des initiatives déployées pour recueillir des données sur l'opinion publique lors d'un conflit? Comment pouvons-nous, concilier des revendications contradictoires?



Une femme dans un bureau de vote lors de l'élection présidentielle dans le village de Kosmach, en Ukraine, en mars 2019. *Kacper Pempel / Reuters*

Les préférences du peuple ukrainien feront l'objet d'une attention particulière dans les mois et les années à venir alors que la population du pays et ses soutiens occidentaux commencent à montrer des signes de lassitude face au conflit. Si les sondages montrent qu'une majorité reste favorable à la poursuite de la résistance face à l'agression russe, de récentes enquêtes laissent entrevoir un déclin de ce soutien. Il fallait s'y attendre, dans la mesure où le coût humain de la guerre augmente chaque jour.

Le Royaume-Uni s'est récemment engagé à apporter une aide complémentaire de 3,2 milliards de dollars incluant un soutien humanitaire, financier et militaire. Le projet du président américain Joe Biden d'envoyer 60 milliards de dollars supplémentaires est en revanche bloqué par les républicains au Congrès. En outre, la contestation couve entre Kyiv et certains de ses plus fidèles alliés. En décembre 2023, l'Ukraine et la Pologne se sont engagées à résoudre différentes questions «problématiques»,

notamment le blocage de plusieurs postes-frontières par des chauffeurs routiers polonais, ce qui a entravé l'acheminement de matériel militaire vers le front.

La dimension extérieure du conflit joue également un rôle crucial. Pour éviter entre autres une escalade militaire directe avec la Russie, les partenaires occidentaux apportent un soutien militaire suffisant pour permettre à l'Ukraine de survivre à la guerre, mais pas de la gagner. La contre-offensive de 2023, qui a fait couler beaucoup d'encre sans avoir le succès attendu, l'a clairement montré. Les débats sur la quantité et la qualité de l'aide militaire apportée à Kyiv reposeront en partie sur la volonté du peuple ukrainien, notamment son envie de continuer à se battre et sa vision de ce qui pourrait constituer une issue acceptable au conflit.

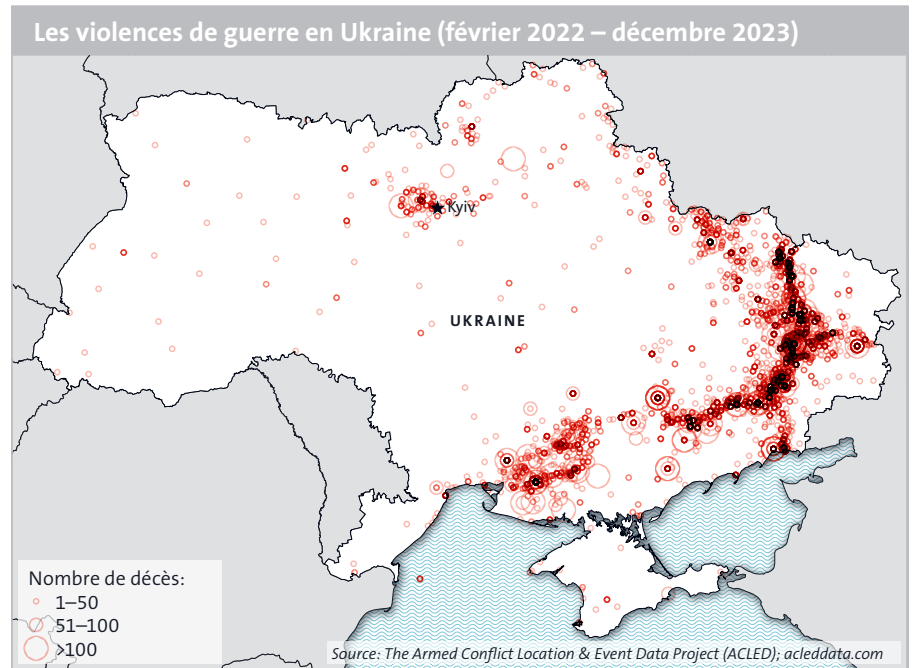
Cet article présente trois défis associés à la collecte de données sur l'opinion publique en temps de guerre. Pris ensemble, ils invitent le lecteur à se méfier des interprétations naïves des sondages et appellent à une prise de conscience accrue de la part de ceux qui s'appuient sur les données issues de ces enquêtes.

L'opinion publique en Ukraine

Le soutien populaire constitue une ressource importante pour les pays en guerre. Les États autoritaires tels que la Russie peuvent restreindre les médias et employer des méthodes répressives pour obtenir le soutien de la population. Les démocraties, quant à elles, doivent justifier les coûts humains et économiques du conflit auprès de leur électeur.

L'opinion publique a déjà joué un rôle important dans la guerre en Ukraine. En premier lieu, l'agression de la Russie en 2014 et son invasion massive en février 2022 ont suscité un ralliement patriotique de la part des Ukrainiens. L'opposition unifiée dont ils ont fait preuve en a étonné plus d'un. Leur capacité à résister et à repousser la tentative russe de faire tomber Kyiv en février 2022 témoigne de leur volonté et de leur résistance. Le patriotisme des Ukrainiens et leur soutien à leur président Volodymyr Zelensky ont été sous-estimés par Poutine à la veille de son «opération militaire spéciale». Les experts occidentaux qui avaient prédit une défaite rapide de l'Ukraine ont commis la même erreur.

En deuxième lieu, l'opinion publique ukrainienne est devenue un outil important sur lequel les deux camps s'appuient pour



justifier leurs objectifs de guerre. L'ancien Premier ministre britannique Boris Johnson a ainsi écrit en janvier 2023 dans le *Washington Post* que le soutien à l'entrée dans l'OTAN était «stratosphérique» en Ukraine. Pour justifier l'admission du pays au sein de l'Alliance atlantique, Johnson a fait référence à un sondage réalisé en octobre 2022, dans lequel 83% des Ukrainiens interrogés déclaraient qu'ils soutiendraient l'adhésion en cas de référendum. Il s'agit de l'un des nombreux sondages qui ont fait état d'un appui historique à l'adhésion à l'OTAN à la suite de l'invasion russe en 2022.

En septembre 2022, la Russie a organisé des référendums dans les territoires ukrainiens occupés. Selon Amnesty International, les votes «se sont déroulés sous la menace des armes en présence de soldats russes et de leurs représentants». Ils ont également été considérés en grande partie comme illégaux par la communauté internationale. Selon les résultats officiels communiqués par la Russie, plus de 90% des électeurs participants dans les oblasts de Kherson, Louhansk, Donetsk et Zaporijia ont voté en faveur de l'adhésion à la Fédération de Russie. L'ancien Premier ministre et président russe Dmitri Medvedev a déclaré sur Telegram: «Les résultats sont clairs. Bienvenue chez vous, en Russie!» Sur la même plateforme, Medvedev a affirmé en mai 2022 que son pays «n'en a rien à faire que le G7 ne reconnaisse pas les nouvelles

frontières [de l'Ukraine]; ce qui compte, c'est la volonté réelle du peuple qui y vit».

L'importance de l'opinion publique

Pourquoi organiser des référendums qui ne sont pas pris au sérieux par la plupart des observateurs occidentaux? Il y a sans doute des raisons militaires. Au vu des résultats obtenus, le soutien apporté par l'Occident à l'Ukraine ne sert plus seulement à contrer des forces militaires russes opérant à l'étranger. Il agit également contre des forces présentes dans des zones que la Russie revendique comme lui appartenant. Cela augmente le risque d'escalade du conflit et dissuade le maintien de l'appui occidental. Les référendums sont également utiles à la Russie pour sa politique intérieure. Moscou s'appuie en effet sur ces «résultats» pour asseoir le soutien national à une guerre qui devient de plus en plus coûteuse. Ainsi, la prétendue volonté du peuple vivant sous occupation sert à justifier les objectifs de guerre du Kremlin.

Cependant, l'importance des sondages en temps de guerre va au-delà de leur utilité pour les parties qui s'affrontent. Ces enquêtes ont deux rôles majeurs pour la communauté internationale. D'une part, elles servent à estimer les besoins humanitaires, à optimiser l'apport d'aide et à adapter les réponses des organisations humanitaires. Par exemple, l'Organisation internationale pour les migrations des Nations Unies réalise des enquêtes afin d'évaluer les besoins

des personnes déplacées à l'intérieur du pays et de jauger la demande d'aide humanitaire. Sans estimations fiables fondées sur ces enquêtes, l'aide aurait du mal à atteindre les personnes et les endroits qui en dépendent le plus, ce qui alourdirait le bilan humain.

D'autre part, et c'est l'objet principal de cette analyse, les sondages permettent à la communauté internationale de connaître l'état d'esprit et les préférences du public à l'égard des objectifs de la guerre. Si les enquêtes sur les besoins et les points de vue se heurtent aux obstacles inhérents à toute étude réalisée en temps de guerre, ces défis sont particulièrement pertinents lors des sondages d'opinion. Le présent article met en lumière les principales difficultés liées à la conduite de sondages d'opinion, qui sont appelées à s'accroître alors que la Russie et l'Ukraine entrent dans leur troisième année de guerre et qu'une attention croissante sera accordée aux préférences du peuple ukrainien.

Quelles zones sont accessibles?

Le premier défi auquel se heurtent les organismes qui réalisent des sondages d'opinion est la question de l'accès. Dans un contexte de guerre, trois éléments réduisent celui-ci. En premier lieu, certaines zones sont contrôlées par des groupes armés qui n'acceptent pas la présence de sondeurs. C'est le cas en Ukraine, où ils n'ont pas accès à environ un cinquième du pays qui est sous occupation russe.

En deuxième lieu, une partie de la population fuit les zones de conflit et devient difficile à atteindre. Les déplacements historiques à l'intérieur et à l'extérieur des frontières ukrainiennes depuis 2022 font que certains Ukrainiens ne sont pas inclus dans les sondages. Les réfugiés, c'est-à-dire les personnes qui ont quitté le pays pour fuir le conflit, sont particulièrement difficiles à interroger. Dans le contexte de la guerre en Ukraine, il ne faut pas ignorer les nombreuses personnes qui se sont installées en Russie, de gré ou de force.

En troisième lieu, les risques physiques encourus par les sondeurs font qu'il est souvent impossible de mener des enquêtes dans les zones où il y a des combats actifs. En Ukraine, le problème s'est particulièrement posé en 2022. Alors que cette phase du conflit entrainait dans sa deuxième année, un front militaire de plus en plus statique s'est mis en place et les violences sont devenues plus localisées. Pour autant, la collecte de données d'enquête reste difficile dans

toute l'Ukraine en raison de la poursuite des attaques aériennes russes.

En résumé, l'accès limité des sondeurs fait que toutes les enquêtes actuellement menées en Ukraine souffrent d'une sous-couverture, c'est-à-dire que les échantillons de personnes utilisés ne sont pas représentatifs de certains groupes de la population.

Cette sous-couverture pose particulièrement problème dans les sondages d'opinion sur le soutien à la guerre lorsque les personnes exclues des enquêtes ont des préférences différentes de celles qui peuvent y participer. Or, il existe un clivage régional en Ukraine. Historiquement, les habitants de l'est et du sud du pays sont généralement plus favorables à la Russie, tandis que ceux de l'ouest sont plus tournés vers l'Occident. Des recherches récentes ont montré que ce clivage s'était estompé entre 2014 et 2022, les Ukrainiens ayant adopté une identité nationale plus civique. Cependant, du fait de la sous-couverture, aucune enquête ne peut actuellement représenter l'opinion de toute la population, une grande partie ayant été déplacée ou vivant sous l'occupation russe. Cette situation est d'autant plus problématique que les régions occupées par la Russie se trouvent justement à l'est et au sud de l'Ukraine (comme le montrent les zones regroupant le plus de victimes de guerre sur la carte p.2). Par conséquent, les habitants de ces régions sont largement absents des enquêtes. On ne connaît donc pas leurs préférences actuelles, ni dans quelle mesure elles diffèrent de celles de leurs concitoyens qui vivent ailleurs dans le pays. Il n'y a pas de solution à la sous-couverture due à l'occupation russe. Tous les sondages réalisés en Ukraine, y compris ceux mentionnés par Boris Johnson souffrent de ce problème.

Qui répond aux enquêtes?

Un deuxième problème se pose dans les régions auxquelles les sondeurs ont accès: le refus de participer. Il s'agit d'un phénomène répandu. C'est ce que l'on appelle la «non-réponse totale». Les recherches montrent que les refus sont en hausse dans le monde entier. Face à cela, les instituts de sondage ont de plus en plus recours à des incitations financières pour augmenter les taux de participation.

La non-réponse totale est problématique si les motifs du refus sont liés au sujet de l'enquête, ce qui peut entraîner un biais de non-réponse totale. Prenons l'exemple d'une enquête qui s'intéresse à l'opinion des personnes à faible revenu. Si les gens

Définitions

Sous-couverture: lorsqu'une partie de la population est exclue de l'échantillon de l'enquête.

Biais de non-réponse totale: lorsque les personnes qui refusent de participer à une enquête sont totalement différentes de celles qui y participent.

Non-réponse partielle: lorsqu'une personne participe à une enquête sans répondre à toutes les questions.

Désirabilité sociale: tendance à fournir des réponses qui seront perçues de manière favorable par les autres.

appartenant à ce groupe sont moins susceptibles de participer à l'enquête, cela peut fausser les résultats. Il en va parfois de même dans les contextes de conflit. Prenons l'exemple des Ukrainiens opposés à l'adhésion à l'OTAN. Si, en raison de la guerre dans leur pays, ces personnes sont moins enclines à participer aux enquêtes sur l'intégration dans l'Alliance, les résultats s'en trouveront peut-être faussés. Les estimations issues d'une telle enquête pourraient alors indiquer un niveau de soutien à l'adhésion à l'OTAN plus élevé qu'il ne l'est en réalité.

L'impact de la non-réponse totale est difficile à évaluer. En général, les enquêtes sont utilisées pour collecter des données auprès d'un grand nombre de personnes à un moment donné. Celles qui interrogent les mêmes personnes à plusieurs moments différents sont plus rares. Il est contraire à l'éthique de compiler des données sur les personnes qui refusent de participer à une étude. Dans ce cas, les sondeurs se contentent d'enregistrer le fait que la personne n'a pas souhaité répondre. Ils s'appuient ensuite sur le taux de participation global pour évaluer l'évolution de la non-réponse totale au fil du temps. C'est ce que fait le Centre analytique Levada, l'un des rares instituts de sondage fiables en Russie. Ses taux de participation globaux n'ont pas changé de façon significative. Cela indique que la non-réponse totale n'a probablement pas d'effet majeur sur les résultats de ses enquêtes.

Les niveaux de participation peuvent cependant varier entre les différents groupes qui composent la population. Du fait de la guerre, par exemple, certaines personnes peuvent refuser de participer tandis que d'autres accepteront plus fréquemment de

Lectures complémentaires

Dominique Arel / Jesse Driscoll, *Ukraine's Unnamed War: Before the Russian Invasion of 2022*, (Cambridge/New York: Cambridge University Press, 2022).

Janina Dill / Marnie Howlett / Carl Müller-Crepon, «*At Any Cost: How Ukrainians Think about Self-Defense Against Russia*», *American Journal of Political Science* ajps.12832 (2023).

Onuch Olga / Henry E. Hale, «*Capturing Ethnicity: the Case of Ukraine*», *Post-Soviet Affairs* 34:2-3 (2018), pp. 84-106.

Kit Rickard et al., *Polling During War: Challenges and Lessons from Ukraine*, (Helsinki: UNU-WIDER, 2023).

Bryn Rosenfeld, «*Survey Research in Russia: In the Shadow of War*», *Post-Soviet Affairs* 39:1-2 (2023) pp. 38-48.

répondre. Dans cette situation on enregistrerait en moyenne une fluctuation insignifiante du taux de participation global.

Quelles sont les opinions recueillies?

Enfin, même lorsque les gens participent aux enquêtes, les situations de guerre aggravent souvent les problèmes auxquels se heurtent les instituts de sondage. Le premier écueil est la non-réponse partielle, lorsque les personnes refusent de répondre à une question ou disent qu'elles ne «connaissent pas» la réponse. Un niveau élevé de non-réponse partielle peut indiquer qu'une question est sensible. Le deuxième écueil est la falsification des préférences, c'est-à-dire que les réponses fournies par les personnes ne reflètent pas leur opinion réelle.

Pourquoi les gens refusent-ils de répondre à certaines questions ou falsifient-ils leurs préférences? Les raisons sont multiples. Pour ce qui est de la non-réponse partielle, les explications les plus courantes sont le manque de clarté des questions ou le manque de connaissances des personnes interrogées sur le sujet. Cette situation risque davantage de se produire lorsque les questions portent sur des sujets qui

nécessitent des connaissances spécifiques. La non-réponse partielle et la falsification des préférences sont également aggravées par la volonté des personnes interrogées de se présenter sous un jour favorable: il s'agit du «biais de désirabilité sociale».

Dans les sondages réalisés en temps de guerre, celui-ci est favorisé par le risque perçu de sanction. Les personnes interrogées peuvent éviter de répondre aux questions politiquement sensibles ou fournir des réponses correspondant à ce qu'elles pensent être socialement acceptable. En Ukraine, par exemple, ce biais peut inciter les personnes favorables à un non-alignement à déclarer qu'elles soutiennent l'OTAN.

Perspectives

Que faire face à ces défis?

Premièrement, il n'y a pas de remède miracle à la sous-couverture. S'agissant de l'Ukraine, toute personne prenant connaissance des niveaux de soutien à l'adhésion à l'OTAN ou aux objectifs de guerre doit avoir conscience qu'une part importante de la population est exclue des enquêtes. Les chercheurs ont le devoir de mentionner les incertitudes éventuellement associées à leurs travaux. Les personnes qui utilisent les enquêtes doivent également être attentives à leur qualité et au fait que les statistiques sont parfois sorties de leur contexte.

Deuxièmement, les recherches existantes laissent penser que le biais de non-réponse totale n'a pas d'effet majeur sur les sondages réalisés aujourd'hui en Ukraine. Cependant, il est important de garder cette question à l'esprit, car la situation peut évoluer.

Enfin, il existe de nouvelles techniques d'enquête qui permettent de surmonter les biais liés à la non-réponse partielle et à la falsification des préférences. Appliquées correctement, ces méthodes peuvent fournir des statistiques plus précises. Elles reposent souvent sur une forme de randomisation. Il s'agit d'un procédé similaire à celui utilisé pour les essais cliniques, lorsque les patients sont divisés au hasard en deux groupes, l'un recevant le nouveau

médicament et l'autre un placebo. Dans le cas des enquêtes, cette approche consiste généralement à proposer différentes formulations d'une question. Les différences entre les réponses des deux groupes peuvent alors fournir une mesure précise sur des sujets sensibles tels que l'adhésion à l'OTAN. Ces techniques constituent vraisemblablement la voie à suivre. Elles sont toutefois coûteuses à mettre en œuvre et rarement employées pour des sondages d'opinion.

Conclusion

En résumé, l'opinion publique occupe une place centrale en période de guerre. La volonté de la population ukrainienne a joué un rôle déterminant dans la résistance à l'invasion massive par la Russie en février 2022. Les élites politiques des deux parties au conflit affirment désormais agir au nom du peuple d'Ukraine. Les Ukrainiens et l'alliance occidentale qui les soutient commencent à montrer des signes de lassitude face à la guerre. La volonté des personnes les plus touchées par ce conflit brutal sera au cœur des discussions concernant l'apport d'un appui militaire et la recherche d'une issue acceptable à la guerre.

Dans ce contexte, il est important que les décideurs politiques et les praticiens considèrent avec prudence les données des sondages d'opinion. Pour les raisons exposées dans cette analyse, notamment les problèmes liés à la sous-couverture, à la non-réponse totale et partielle ainsi qu'à la falsification des préférences, l'opinion publique en Ukraine fait l'objet d'un haut niveau d'incertitude. Il incombe aux sondeurs et aux chercheurs d'employer des méthodes aptes à surmonter ces limites et de faire preuve de transparence quant à ces incertitudes. Cependant, les personnes qui utilisent les sondages peuvent aussi traiter ces informations avec une bonne dose de scepticisme.

Voir le [site thématique du CSS](#) pour en savoir plus sur la sécurité euro-atlantique.

Kit Rickard est Senior Researcher au Center for Security Studies (CSS) à l'ETH Zurich.

Les analyses de politique de sécurité du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'ETH de Zürich. Le CSS est un centre de compétence en matière de politique de sécurité suisse et internationale. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais.

Editeur: Fabien Merz
Révision linguistique: Kit Rickard
Layout et graphiques: Miriam Dahinden-Ganzoni, Rosa Guggenheim

Feedback et commentaires: analysen@sipo.gess.ethz.ch
Plus d'éditions et abonnement: www.css.ethz.ch/cssanalysen

Parus précédemment:

Répercussions géopolitiques du conflit au Karabagh No 334
Nouvelles frontières de la militarisation de l'espace No 333
Guerre hybride: distinguer la réalité de la fiction No 332
Le rôle des structures d'appui à la médiation No 331
Le maintien de la paix des Nations Unies No 330
La planification de la Bundeswehr No 329

© 2024 Center for Security Studies (CSS), ETH Zürich
ISSN: 2296-0228; DOI: 10.3929/ethz-b-000657848